

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SAU/16

20 mai 1997

(97-2072)

Original: anglais

ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Questions et réponses concernant le projet révisé de procédures et directives détaillées relatives à l'ICCP

Le document ci-après contient des questions et réponses supplémentaires communiquées par l'Arabie saoudite au sujet du projet révisé de procédures et directives détaillées relatives à l'ICCP.

1. Introduction

Question 1

La liste de produits visés par l'ICCP n'est pas censée être exhaustive; de nouveaux produits pourront y être ajoutés à l'avenir. L'Arabie saoudite peut-elle indiquer si elle laissera aux fournisseurs nationaux et étrangers un délai pour formuler leurs observations concernant les produits qu'il est envisagé d'ajouter à la liste?

Réponse

Si le champ d'application du programme devait être modifié à l'avenir, l'Arabie saoudite, dès qu'elle sera Membre de plein droit de l'OMC, en donnera un préavis adéquat conformément aux règles pertinentes de l'OMC.

Question 2

Nous sommes favorables à l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC. Dans ce contexte, il importerait que les procédures saoudiennes relatives aux normes soient conformes aux prescriptions de l'OMC. Nous craignons que le Programme international de certification de la conformité (ICCP) ne constitue un obstacle non tarifaire au commerce et qu'il ne soit à certains égards pas conforme aux règles de l'OMC.

Nous nous attendons à ce que l'Arabie saoudite, dès son accession à l'OMC, observe sans exception toutes les règles de l'OMC applicables aux procédures et opérations de l'ICCP, notamment les dispositions des Accords de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, sur l'inspection avant expédition et sur les procédures de licences d'importation ainsi que les dispositions des articles III, VIII et X du GATT de 1994. Nous souhaitons vivement constater des progrès dans cette direction.

Nous reconnaissons pleinement que l'Arabie saoudite a le droit d'adopter des mesures compatibles avec l'OMC pour protéger les consommateurs, mais nous préférierions de beaucoup qu'elle renonce à l'ICCP. Toutefois, nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée de formuler des observations sur la dernière version du projet de procédures et directives détaillées relatives à l'ICCP.

Nous attendons aussi avec intérêt que l'Arabie saoudite décrive dans le détail la façon dont cette nouvelle version tient compte des préoccupations exprimées antérieurement par des Membres de l'OMC ainsi que des prescriptions spécifiques des parties pertinentes de l'Accord sur l'OMC. Il serait utile que l'Arabie saoudite donne des explications assez détaillées spécifiquement sur ces deux points au cours des prochains débats concernant l'ICCP.

D'une façon générale, nous présumons que l'Arabie saoudite est disposée à s'engager sans réserve dans son protocole d'accession, à administrer ses normes, ses procédures d'évaluation de la conformité, ses mesures sanitaires et phytosanitaires et son dispositif d'inspection avant expédition d'une façon pleinement conforme aux règles pertinentes de l'OMC.

Réponse

L'Arabie saoudite est très sensible à l'appui donné à son accession à l'OMC. A cet égard, elle ne peut que répéter ce qu'elle a confirmé à maintes reprises, à savoir que l'ICCP a été conçu de façon à être compatible avec les divers instruments de l'OMC. Elle est de plus totalement résolue

à faire en sorte que ce programme continue d'être entièrement conforme à toutes les règles et tous les principes de l'OMC sans exception dès lors qu'elle sera Membre de l'OMC. Depuis qu'elle a demandé à accéder à l'OMC, plusieurs Membres ont posé des dizaines de questions au sujet d'articles et de dispositions spécifiques de sa législation dont ils mettaient en doute la compatibilité avec les règles de l'OMC. L'Arabie saoudite a toujours répondu en donnant des explications et justifications complètes. En outre, l'effort qu'elle fait pour affiner et rationaliser les nouvelles Procédures et directives détaillées témoigne de sa volonté de les harmoniser pleinement avec les règles de l'OMC.

L'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition reconnaît et respecte le droit incontestable des pays d'appliquer des programmes obligatoires d'inspection avant expédition *"aussi longtemps et pour autant que cela leur est nécessaire pour vérifier la qualité ... des marchandises importées"* (dans le contexte de l'ICCP, "qualité" s'entend de la conformité aux normes saoudiennes). L'Accord sur l'inspection avant expédition, du fait qu'il ne contient aucune disposition limitant le recours à des organismes d'inspection avant expédition travaillant sous contrat pour le compte d'organes du gouvernement central, quelles que puissent être les procédures existantes d'évaluation ou d'assurance de la conformité, facilite l'inspection avant expédition plutôt que toute autre mesure.

Pourtant, l'ICCP ne recourt à l'inspection avant expédition en tant qu'outil d'évaluation de la conformité que pour contrôler dans quelle mesure l'assurance de conformité est fiable pour les produits visés. L'inspection avant expédition n'est donc pas exigée arbitrairement ni d'une façon généralisée mais dépend du statut du produit considéré au regard du programme; les prescriptions peuvent aller d'une procédure complète d'inspection et d'essai avant expédition pour les produits inconnus et non enregistrés à une inspection avant expédition complétée par des essais avant expédition occasionnels pour les produits enregistrés ou à de seules inspections avant expédition aléatoires et occasionnelles pour les produits homologués. En réalité, l'application de l'ICCP par l'Arabie saoudite entraîne moins de restrictions au commerce que ne l'autorise l'Accord sur l'inspection avant expédition et que n'en imposent tous les pays Membres de l'OMC qui ont décidé d'appliquer des programmes obligatoires d'inspection avant expédition. L'ICCP ne saurait donc être considéré comme un obstacle non tarifaire au commerce.

Question 3

Le Groupe de travail de l'accession du Royaume d'Arabie saoudite a examiné le Programme international de certification de la conformité au cours de sa réunion informelle de novembre 1996. A cette occasion, des observations ont été formulées concernant la compatibilité de ce programme avec divers instruments de l'OMC, notamment l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC), l'Accord sur l'inspection avant expédition et divers articles du GATT à savoir: l'article III (traitement national), l'article VII (valeur en douane), l'article VIII (redevances se rapportant à l'importation) et l'article X (transparence). Il serait utile que la délégation saoudienne indique brièvement dans quelle mesure le nouveau document tient compte des préoccupations formulées lors de la dernière réunion informelle du Groupe de travail au sujet de la compatibilité de divers aspects du programme avec les règles de l'OMC.

Réponse

L'Arabie saoudite a confirmé à maintes reprises que l'ICCP a été conçu de façon à être compatible avec les divers instruments de l'OMC. Elle est de plus totalement résolue à faire en sorte que ce programme continue d'être entièrement conforme à toutes les règles et tous les principes de l'OMC sans exception lorsqu'elle sera Membre de l'OMC. Depuis qu'elle a demandé à accéder à l'OMC, plusieurs Membres ont posé des questions au sujet d'articles et de dispositions spécifiques de sa législation dont ils mettaient en doute la compatibilité avec les règles de l'OMC. L'Arabie saoudite a toujours répondu en donnant des explications et justifications complètes.

En outre, l'effort qu'elle fait pour affiner et rationaliser les nouvelles Procédures et directives détaillées témoigne de sa volonté de les harmoniser pleinement avec les règles de l'OMC.

L'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition reconnaît et respecte le droit incontestable des pays d'appliquer des programmes obligatoires d'inspection avant expédition "*aussi longtemps et pour autant que cela leur est nécessaire pour vérifier la qualité ... des marchandises importées*" (dans le contexte de l'ICCP, "qualité" s'entend de la conformité aux normes saoudiennes). L'Accord sur l'inspection avant expédition, du fait qu'il ne contient aucune disposition limitant le recours à des organismes d'inspection avant expédition travaillant sous contrat pour le compte d'organes du gouvernement central, quelles que puissent être les procédures existantes d'évaluation ou d'assurance de la conformité, facilite l'inspection avant expédition plus que toute autre mesure.

Pourtant, l'ICCP ne recourt à l'inspection avant expédition en tant qu'outil d'évaluation de la conformité que pour contrôler dans quelle mesure l'assurance de conformité est fiable pour les produits visés. L'inspection avant expédition n'est donc pas exigée arbitrairement ni d'une façon généralisée mais dépend du statut du produit considéré au regard du programme; les prescriptions peuvent aller d'une procédure complète d'inspection et d'essai avant expédition pour les produits inconnus et non enregistrés à une inspection avant expédition complétée par des essais avant expédition et occasionnels pour les produits enregistrés ou à de seules inspections avant expédition aléatoires et occasionnelles pour les produits homologués. En réalité, l'application de l'ICCP par l'Arabie saoudite entraîne moins de restrictions au commerce que ne l'autorise l'Accord sur l'inspection avant expédition et que n'en imposent tous les pays Membres de l'OMC qui ont décidé d'appliquer des programmes obligatoires d'inspection avant expédition.

Question 4

Nous souhaiterions des éclaircissements sur l'indication donnée dans l'introduction selon laquelle: 'L'ICCP s'applique à 76 catégories de produits exportés à destination de l'Arabie saoudite. La liste des produits n'est pas censée être exhaustive et de nouveaux produits pourraient y être ajoutés à l'avenir.' Nous estimons que si l'ICCP est sujet à être modifié, il serait important de donner des assurances pour que les fournisseurs conservent leur confiance dans le marché.

- i) Quelle sera la procédure appliquée pour décider l'addition de nouveaux produits à la liste de produits réglementés?**
- ii) Comment les importateurs seront-ils informés des modifications?**

Réponse

i) L'élargissement du programme et l'addition de nouveaux produits à la liste des produits soumis à réglementation dépendront à l'avenir des priorités qu'adopteront les divers organismes publics de réglementation en vue de protéger les consommateurs contre les dangers pour la sécurité et la santé et les pratiques de nature à induire en erreur ainsi que de protéger l'environnement. La hiérarchie des priorités dépend pour beaucoup de la vulnérabilité des consommateurs, de la mesure dans laquelle ils sont effectivement exposés aux différents aléas et risques lorsqu'ils interviennent sur le marché ainsi que de la mesure dans laquelle les normes saoudiennes sont volontairement respectées dans les produits importés qui ne sont pas soumis à réglementation.

ii) Si le champ d'application du programme devait être modifié à l'avenir, l'Arabie saoudite, dès qu'elle sera Membre de plein droit de l'OMC, en donnera un préavis adéquat conformément aux règles pertinentes de l'OMC.

Question 5

Nous souhaiterions des éclaircissements sur l'affirmation contenue dans l'introduction à l'effet qu'il existe une longue liste de laboratoires agréés pour les essais et que cette liste a encore été allongée grâce à l'inclusion de laboratoires désignés par divers pays sous la pleine responsabilité de leurs gouvernements. La délégation peut-elle confirmer que cette affirmation ne signifie pas que l'Arabie saoudite considère que les gouvernements devraient faire fonction de garants de laboratoires d'essai commerciaux?

Réponse

En ce qui concerne l'agrément de laboratoires, dans le cas des pays où il existe des organismes nationalement reconnus d'accréditation des laboratoires, l'ICCP peut agréer lesdits laboratoires dans la mesure où ils se conforment au Guide ISO 25, sans que leurs gouvernements aient à intervenir. En l'absence d'organismes nationaux d'accréditation, l'ICCP ne peut agréer les laboratoires que sur la base d'une évaluation faite par la SASO conformément aux guides de l'ISO ou d'une garantie de leurs prestations donnée par les gouvernements qui les ont désignés. Les gouvernements ne sont pas considérés comme garants de laboratoires commerciaux ni de laboratoires qu'ils n'auraient pas désignés.

3. Procédures concernant la conformité des produits

B. Enregistrement et inspection avant expédition

Question 6

La procédure d'enregistrement reste obscure, en ce qui concerne tant son objet que son fonctionnement. Nous souhaiterions des éclaircissements.

Deuxièmement, l'enregistrement est-il une étape obligatoire du processus d'homologation ou le fabricant peut-il demander directement l'homologation de son produit?

Réponse

L'objet de l'enregistrement est de permettre à l'exportateur de prouver plus facilement que ses produits sont conformes aux prescriptions minimales essentielles pour l'Arabie saoudite. Initialement, la prescription minimale est la conformité générale à des normes internationales ou génériques qui ont été intégrées dans des normes saoudiennes. L'exportateur présente une autodéclaration des normes qu'il applique. Cette déclaration est analysée du point de vue des différences avec les normes saoudiennes et l'exportateur est informé de ce qu'il doit faire pour satisfaire aux critères prescrits. Les rapports de non-conformité produits à la suite de l'inspection des livraisons permettent de suivre dans quelle mesure les produits sont régulièrement entièrement conformes aux normes saoudiennes sans perturber les flux commerciaux.

En principe, rien n'empêche les exportateurs de demander directement l'homologation de leurs produits. Toutefois, en pratique, les premières étapes de l'homologation des produits non enregistrés sont identiques à la procédure d'enregistrement.

Question 7

L'Arabie saoudite pourrait-elle donner des renseignements supplémentaires sur la différence entre l'enregistrement et les premières étapes de la procédure d'homologation (demande de certificat d'homologation) ou de vérification de la conformité avant expédition (demande de certificat de conformité)?

Réponse

Il n'y a aucune différence entre l'enregistrement et les premières étapes de l'homologation. Le projet de procédures et directives détaillées vise à donner des informations essentielles sur les étapes nécessaires et sur la différence entre l'enregistrement, l'homologation et la vérification de la conformité avant expédition. Les centres régionaux de certification fournissent sur demande tout renseignement complémentaire concernant l'enregistrement et l'homologation.

Question 8

Nous observons que la référence à la sous-estimation de la valeur en douane des marchandises qui était présente dans la version antérieure des directives de l'ICCP a été supprimée (réponse à la question 88 du document WT/ACC/SAU/13/Add.1).

L'Arabie saoudite peut-elle donner l'assurance qu'elle n'aura pas recours à l'avenir à des inspections avant expédition pour déterminer la valeur en douane?

Réponse

L'Arabie saoudite pourra exercer le droit qui lui est reconnu par l'OMC de procéder à n'importe quel moment à des inspections avant expédition pour déterminer la valeur en douane si elle estime que cela est dans son intérêt.

C. Certificats d'homologation

Question 9

Il est indiqué dans le document qu'un des principaux facteurs déterminants du maintien de l'assurance de conformité est l'évaluation et l'agrément des systèmes de contrôle de la qualité des fabricants. Cela signifie-t-il seulement que ces systèmes doivent être certifiés conformes aux normes ISO 9000? Sinon, selon quels critères les systèmes de contrôle de la qualité sont-ils évalués?

Réponse

Pour les fabricants ayant un système de contrôle de la qualité certifié conforme aux normes ISO 9000 ou à tout autre système équivalent ou internationalement reconnu, l'Organisation saoudienne de normalisation (SASO) se contente de vérifier l'existence et la validité des certificats. Dans les rares cas où le système existant de contrôle de la qualité n'est pas reconnu sur le plan international, la SASO l'évalue au cas par cas et contrôle s'il atteint les mêmes objectifs que les systèmes internationaux.

Question 10

Il est indiqué dans le document que les procédures de certification de la SASO suivent de près les directives des guides ISO/CEI 28. L'Arabie saoudite pourrait-elle indiquer sur quels points les procédures de la SASO s'écartent des dispositions pertinentes des guides ISO/CEI?

Réponse

La SASO ne peut indiquer aucune divergence entre les procédures de certification qu'elle applique et les directives des guides ISO/CEI.

Question 11

La surveillance de la conformité consiste à refaire chaque année l'inspection à l'usine et à procéder à de nouveaux essais limités des produits homologués. Cela vaut-il aussi pour les fabricants certifiés conformément aux normes ISO 9000?

Réponse

Quand la certification est conforme aux normes ISO 9000, seule la vérification de l'existence et de la validité de la surveillance est prescrite. Il peut être nécessaire de procéder à de nouveaux essais limités de produits homologués. Quand de nouveaux essais ont été effectués dans le cadre d'un programme d'homologation existant et répondant aux prescriptions appliquées par la SASO en matière de licence, ils n'ont pas à être répétés.

Question 12

L'Arabie saoudite pourrait-elle préciser ce qu'elle entend par "produits en rapport avec les procédés" et indiquer les raisons qui justifient une plus grande fréquence de la surveillance, de l'échantillonnage et des essais.

Réponse

Les "produits en rapport avec les procédés" sont ceux qui nécessitent une surveillance et un contrôle rigoureux aux fins d'assurance de la qualité ou en raison de la variabilité naturelle de la matière première. C'est le cas par exemple des cigarettes, des produits alimentaires, de certains articles de bijouterie, des parfums et des cosmétiques. La fréquence des contrôles dépend de la régularité de la qualité qui aura été constatée.

Question 13

Selon le projet de procédures et directives détaillées, le gouvernement saoudien reconnaîtra les essais effectués par des laboratoires et établissements de vérification de la conformité et d'essai d'homologation accrédités sur le plan international et agréés, ainsi que les marques de qualité ou certificats qu'ils auront délivrés.

Toutefois, l'expression "accrédité sur le plan international" peut s'entendre de différentes façons, ce qui donne lieu à un risque de confusion ou d'interprétation sélective. Il conviendrait de préciser à l'avance la définition des laboratoires et établissements accrédités sur le plan international.

A cet égard, nous demandons au gouvernement saoudien de reconnaître les essais, marques de qualité et certificat du Programme coréen d'accréditation des laboratoires (KOLAS) qui est accrédité conformément au Guide ISO/CEI 25.

Réponse

Les laboratoires accrédités par des organes reconnus sur le plan national d'accréditation conformément au Guide ISO/CEI 25 sont par excellence des établissements accrédités sur le plan international.

Les essais, les marques de qualité et les certificats des laboratoires accrédités par le KOLAS sont reconnus, sous réserve de confirmation que l'accréditation est conforme au Guide ISO 25.

Question 14

La procédure d'homologation paraît très contraignante. D'après les renseignements fournis, il semble que la conformité aux prescriptions de la SASO est établie au cours de la procédure d'homologation et non lors de la délivrance du certificat de conformité. Serait-il possible de regrouper les deux procédures en une seule, d'autant plus que la certification doit être contrevérifiée à l'arrivée en Arabie saoudite?

Réponse

L'homologation est une procédure annuelle qui concerne le produit en général tandis que le certificat de conformité porte sur des livraisons spécifiques. Le certificat de conformité contient des renseignements spécifiques concernant exclusivement les produits compris dans la livraison. Il est impossible de concevoir le certificat d'homologation de telle sorte qu'il puisse être accepté tel quel. Les directives expliquent en détail que les Bureaux de pays de la SASO doivent donner le numéro d'ordre du certificat de conformité et que tous les documents doivent leur être fournis pour qu'il soit possible d'assurer la surveillance et d'intervenir en cas de non-conformité ou de violation. En outre un certificat de conformité d'un modèle standard doit accompagner toutes les expéditions, qu'il s'agisse de produits homologués ou non.

Question 15

Veuillez expliquer pourquoi l'Arabie saoudite exige des certificats de conformité en plus des certificats d'homologation. Normalement, les certificats d'homologation sont interchangeables avec les certificats de conformité. N'est-il pas possible de concevoir le certificat de conformité de telle sorte qu'il puisse être accepté en tant que tel, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un certificat de conformité distinct?

Réponse

L'homologation est une procédure annuelle qui concerne le produit en général tandis que le certificat de conformité porte sur des livraisons spécifiques. Le certificat de conformité contient des renseignements spécifiques concernant exclusivement les produits compris dans la livraison. Il est impossible de concevoir le certificat d'homologation de telle sorte qu'il puisse être accepté tel quel. Les directives expliquent en détail que les Bureaux de pays de la SASO doivent donner le numéro d'ordre du certificat de conformité et que tous les documents doivent leur être fournis pour qu'il soit possible d'assurer la surveillance et d'intervenir en cas de non-conformité ou de violation. En outre un certificat de conformité d'un modèle standard doit accompagner toutes les expéditions, qu'il s'agisse de produits homologués ou non.

Question 16

Le projet de procédures et directives détaillées mentionne en passant, à la section 3C, un engagement concernant les licences de la SASO, sans donner aucun détail.

L'Arabie saoudite pourrait-elle donner des détails sur l'objet de cet engagement, les critères appliqués pour déterminer qui peut y souscrire et les procédures appliquées?

Réponse

L'engagement relatif aux normes de la SASO est un engagement pris par le fabricant de n'utiliser la licence d'homologation qu'aux fins pour lesquelles elle a été délivrée, c'est-à-dire pour prouver que les prescriptions saoudiennes sont respectées en vue de la délivrance ou de l'obtention des certificats de conformité des expéditions.

Certification des systèmes de qualité

Question 17

Il ne semble pas justifié d'exiger, pour beaucoup des projets soumis à réglementation, la certification du système de qualité de l'usine en plus de l'homologation des produits. Cette double procédure semble excessive et contraire à l'Accord OTC qui prescrit d'adopter les mesures ayant le moins d'effets restrictifs sur le commerce. Nous prions le gouvernement saoudien de reconsidérer la nécessité de cette double procédure, compte tenu des pratiques internationales et du fait que la certification des systèmes de qualité peut être accompagnée d'une autodéclaration du fabricant garantissant que le produit lui-même est conforme aux prescriptions spécifiques.

Réponse

Les procédures d'homologation de l'ICCP sont conformes aux pratiques internationalement appliquées, qui comportent l'agrément du système de contrôle de la qualité, la vérification, et la surveillance. Les procédures existantes de certification et de surveillance des systèmes de contrôle de la qualité seront contrôlées pour vérifier dans quelle mesure elles sont conformes aux prescriptions de la SASO concernant les certificats d'homologation.

Question 18

Aux fins du certificat d'homologation, il sera procédé à une évaluation du système de contrôle de la qualité du fabricant. Si ce système est certifié par un organisme de certification accrédité par un organisme national de certification (par exemple selon les normes ISO 9000), le certificat sera-t-il reconnu? Si oui, le gestionnaire du programme de la SASO procédera-t-il néanmoins à une évaluation du système de qualité?

Réponse

Oui, la certification du système de contrôle de la qualité sera reconnue. Toutefois, la SASO contrôlera les documents de certification pertinents.

Question 19

Nous avons constaté avec satisfaction à la section 3D du nouveau document que, pour les seuls produits alimentaires, l'exportateur peut choisir s'il veut obtenir un certificat de conformité

avant l'expédition ou expédier ses produits directement sans certification, auquel cas des échantillons seront prélevés et des essais effectués à l'arrivée aux ports saoudiens dans les laboratoires du Ministère du commerce ou de la SASO pour vérifier leur conformité aux normes applicables. La délégation saoudienne peut-elle confirmer qu'il n'est pas prévu de modifier cette possibilité d'option?

Réponse

L'option devrait être maintenue à l'avenir et aucune modification n'est actuellement prévue. La possibilité d'effectuer l'inspection et les essais dans le pays d'exportation a été offerte par l'ICCP pour donner satisfaction aux exportateurs qui préféreraient se prémunir contre le risque que leurs expéditions ne soient refusées après l'arrivée en Arabie saoudite.

D. Expédition directe - Produits du groupe I (denrées alimentaires) uniquement

Question 20

Nous nous référons aux dispositions du projet de procédures et directives détaillées qui laissent aux exportateurs de produits alimentaires la latitude d'obtenir le certificat de conformité avant l'expédition ou d'expédier directement leurs produits, lesquels feront alors l'objet d'un échantillonnage et d'essais à l'arrivée en Arabie saoudite (section 3D).

L'Arabie saoudite peut-elle garantir que ces deux options seront maintenues pour les produits alimentaires et qu'elles ne deviendront pas obligatoires pour ces produits?

Quels sont les droits perçus dans le cas des produits alimentaires expédiés sans certificat pour lesquels les essais sont effectués à l'arrivée?

Réponse

L'option devrait être maintenue à l'avenir et aucune modification n'est actuellement prévue. La possibilité d'effectuer l'inspection et les essais dans le pays d'exportation a été offerte par l'ICCP pour donner satisfaction aux exportateurs qui préféreraient se prémunir contre le risque que leurs expéditions ne soient refusées après l'arrivée en Arabie saoudite.

5. Produits soumis à réglementation et points de contact

Question 21

Les pneus neufs (Sr. n° III-04) devraient être exclus de la liste des produits soumis à réglementation. En Corée, les pneus neufs sont exemptés d'inspection préalable au point d'importation. Seuls les pneus rechapés sont soumis à inspection.

Réponse

La vérification de la conformité des pneus neufs pour obtenir l'assurance qu'ils sont adaptés aux conditions climatiques et géographiques de l'Arabie saoudite est une mesure essentielle inspirée par des considérations de sécurité et qui permet de réduire le nombre des accidents mortels. Les pneus neufs, comme les autres produits soumis à réglementation, doivent respecter les prescriptions de l'ICCP.

Question 22

Nous avons pris note de la déclaration de l'Arabie saoudite concernant les perspectives d'élargissement ultérieur du programme (section VI du document WT/ACC/SAU/15).

L'Arabie saoudite pourrait-elle expliquer en détail comment la liste des laboratoires agréés par la SASO (annexe G du projet de procédures et directives détaillées) sera tenue à jour en cas de modification de la liste des produits soumis à réglementation?

Les gouvernements, les organismes d'accréditation des laboratoires reconnus sur le plan national et les fabricants pourront-ils désigner de nouveaux laboratoires à inclure dans la liste de laboratoires agréés par la SASO si de nouveaux produits sont ajoutés à la liste des produits soumis à réglementation? Dans l'affirmative, l'Arabie saoudite pourrait-elle décrire en détail les procédures de notification qui permettront à ces laboratoires de participer en temps utile aux essais de nouveaux produits soumis à réglementation?

Comment, quand et par qui les propositions d'ajouter des produits à la liste des produits réglementés (à l'annexe A du projet de procédures et directives détaillées) seront-elles notifiées? Ces ajouts seront-ils motivés? La notification des ajouts proposés (y compris les motifs) sera-t-elle faite suffisamment tôt, à un moment où il est encore possible d'apporter des modifications et de tenir compte des observations? Comment les exportateurs et les fabricants seront-ils informés des modifications?

Réponse

i-ii) Quand de nouveaux produits seront inclus dans la liste des produits soumis à réglementation, de nouveaux laboratoires seront agréés pour effectuer les essais prescrits selon les mêmes critères et procédures que pour les produits actuellement réglementés, et notamment en donnant aux gouvernements et aux fabricants la possibilité de désigner leurs propres laboratoires aux fins d'agrément. Cette possibilité existe en permanence et la procédure peut être entreprise à tout moment après que la SASO a donné une notification officielle de l'intention d'ajouter de nouveaux produits à la liste des produits soumis à réglementation.

iii) L'addition de nouveaux produits à la liste sera motivée par des objectifs légitimes au regard de l'OMC, par exemple par des considérations de santé, d'innocuité, de sécurité nationale, de moralité publique, de protection de l'environnement ou de prévention des pratiques de nature à induire en erreur.

L'élargissement du programme et l'addition de nouveaux produits à la liste des produits soumis à réglementation dépendront à l'avenir des priorités qu'adopteront les divers organismes publics de réglementation en vue de protéger les consommateurs contre les dangers pour la sécurité et la santé et les pratiques de nature à induire en erreur ainsi que de protéger l'environnement. La hiérarchie des priorités dépend pour beaucoup de la vulnérabilité des consommateurs, de la mesure dans laquelle ils sont effectivement exposés aux différents aléas et risques lorsqu'ils interviennent sur le marché ainsi que de la mesure dans laquelle les normes saoudiennes sont volontairement respectées dans les produits importés qui ne sont pas soumis à réglementation.

L'Arabie saoudite, lorsqu'elle sera devenue Membre de l'OMC, donnera les notifications appropriées conformément aux règles pertinentes de l'OMC.

8. Droits

Question 23

Les droits pour l'inspection avant expédition, étant perçus sur une base *ad valorem*, semblent contrevenir aux dispositions de l'article VIII en ce sens qu'ils ne correspondent pas au coût du service rendu. L'Arabie saoudite pourrait-elle indiquer comment elle se propose de modifier la structure des droits de façon qu'elle soit basée sur le coût du service?

Réponse

Une quarantaine de pays du monde, dont 33 sont Membres de l'OMC, ont des programmes d'inspection avant expédition. Selon une étude de la Banque mondiale, les droits perçus varient entre 0,75 pour cent et 1 pour cent alors que le taux maximum perçu dans le cadre de l'ICCP est de 0,5 pour cent. De plus, les droits d'inspection avant expédition de l'ICCP ne sont pas établis sur la base d'un pourcentage fixe de la valeur f.o.b. mais modulés en fonction des économies d'échelle: le taux peut ne pas dépasser 0,15 pour cent. En outre, l'ICCP permet aux exportateurs qui font fréquemment des expéditions de les regrouper et de réaliser ainsi des économies considérables sur les droits. Globalement, les droits perçus par l'ICCP correspondent aussi exactement que possible au coût approximatif des services rendus.

Question 24

Les droits perçus doivent être proportionnés aux services rendus. S'ils sont excessifs, ils font monter les prix à la consommation. Il convient donc de modifier les dispositions comportant des droits *ad valorem*.

Les droits varient actuellement selon la valeur des produits. Ils devraient être ramenés à un montant forfaitaire, par exemple de 100 dollars.

Réponse

Une quarantaine de pays du monde, dont 33 sont Membres de l'OMC, ont des programmes d'inspection avant expédition. Selon une étude de la Banque mondiale, les droits perçus varient entre 0,75 pour cent et 1 pour cent alors que le taux maximum perçu dans le cadre de l'ICCP est de 0,5 pour cent. De plus, les droits d'inspection avant expédition de l'ICCP ne sont pas établis sur la base d'un pourcentage fixe de la valeur f.o.b. mais modulés en fonction des économies d'échelle: le taux peut ne pas dépasser 0,15 pour cent. En outre, l'ICCP permet aux exportateurs qui font fréquemment des expéditions de les regrouper et de réaliser ainsi des économies considérables sur les droits. Globalement, les droits perçus par l'ICCP correspondent aussi exactement que possible au coût approximatif des services rendus.

Exportateurs qui ne sont pas fabricants

Question 25

Veuillez expliquer pourquoi les fabricants qui exportent directement sont traités différemment (de façon plus favorable) que ceux qui ne fabriquent eux-mêmes le produit qu'ils exportent dans le cadre de la procédure d'homologation.

Réponse

L'assurance de conformité des fabricants est beaucoup plus fiable que celle que peuvent donner les exportateurs, qui ont affaire à plusieurs fabricants et qui n'ont pas nécessairement intérêt à préserver la réputation à laquelle tiennent les fabricants respectueux des prescriptions. De plus, il arrive que les exportateurs procèdent à de nouvelles opérations de montage, à des réétiquetage, et des reconditionnements, qui peuvent modifier les caractéristiques originales des produits homologués et les rendre non conformes. En outre, les exportateurs ne peuvent pas donner une assurance de qualité de l'usine. Prière de se référer à la section 4C, page 11, des Procédures et directives détaillées de l'ICCP.

Transparence

Question 26

En ce qui concerne la vérification de la conformité avant expédition, le document communiqué par le KEA précise que les exportateurs doivent s'informer des prescriptions en vigueur auprès des Bureaux de pays de la SASO. Ces prescriptions ne sont-elles pas publiées (par exemple dans le Journal officiel de l'Arabie saoudite), ce qui dispenserait de multiples démarches auprès des Bureaux de pays? Deuxièmement, serait-il possible de publier tous les règlements et normes applicables à tous les produits pour tous les organes du gouvernement saoudien dans un unique Journal officiel?

Réponse

Il ne serait ni pratique (en raison des difficultés de mise à jour) ni économique de publier toutes les prescriptions concernant les normes, les produits et les procédures dans un seul périodique ou une brochure. Les Bureaux de pays ou le Centre d'information de la SASO à Riyad peuvent fournir les renseignements concernant des produits ou des exportateurs spécifiques.

Laboratoires et organes d'inspection agréés

Question 27

Quels sont les critères utilisés pour octroyer à des laboratoires agréés le statut d'organes d'inspection habilités à délivrer des certificats de conformité? Ces critères ont-ils été publiés ou énoncés? Cela signifie-t-il que les laboratoires agréés peuvent aussi déterminer l'homologation des produits? Sinon, quel avantage y a-t-il à habiliter des laboratoires à délivrer des certificats de conformité, étant donné que les fabricants peuvent le faire eux-mêmes?

Réponse

i) Comme le prévoit l'Accord sur l'inspection avant expédition, les organes du gouvernement central passent avec les organes d'inspection des contrats aux termes desquels ceux-ci effectuent pour leur compte les inspections avant expédition. Les Bureaux de pays de la SASO sont les principaux organes d'inspection avant expédition de l'ICCP. Toutefois, dans certains pays et pour certaines catégories de produits, la SASO peut juger opportun de désigner des organes d'inspection qui remplissent tout ou partie des fonctions des Bureaux de pays une fois satisfaites les prescriptions nécessaires sur les plans technique, administratif et professionnel (formation). Le choix de ces organes d'inspection reste à la discrétion du gestionnaire du programme. Prière de se référer à la définition des Bureaux de pays de la SASO, page 5 des Procédures et directives détaillées de l'ICCP.

- ii) Certains laboratoires qualifiés peuvent être habilités à effectuer les essais d'homologation.

Question 28

Selon les Directives de l'ICCP, on entend par laboratoire agréé un laboratoire qui a été évalué et agréé par la SASO sur la base de ses qualifications pour effectuer des essais d'homologation et/ou, à un certain niveau, des essais de conformité pour des produits déterminés soumis à réglementation. Peuvent être agréés des laboratoires agréés par des organismes d'accréditation des laboratoires reconnus sur le plan national.

- i) **Cela signifie-t-il que tous les laboratoires d'essai ou d'inspection accrédités par un organisme d'accréditation reconnu sur le plan national peuvent être agréés?**
- ii) **Il est dit dans le document WT/ACC/SAU/13 que "l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité par des institutions de normalisation internationales sera considérée comme suffisante pour satisfaire aux critères d'assurance". L'Arabie saoudite pourrait-elle citer des exemples de tels organismes d'évaluation de la conformité?**
- iii) **Suffit-il que l'organisme d'évaluation de la conformité soit accrédité par un organisme national d'accréditation membre d'une organisation internationale d'organismes d'accréditation, telle que la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC) ou le Forum international d'accréditation (IAF)?**

Dans le projet de Directives de l'ICCP, il est indiqué que les laboratoires agréés peuvent être classés comme organismes d'inspection et que ces organismes qualifiés peuvent délivrer des certificats de conformité.

- iv) **A quels critères (normes internationales) ces organismes doivent-ils satisfaire?**
- v) **Est-il prévu que ces organismes délivrent des certificats de conformité qui dispensent d'obtenir un certificat supplémentaire du gestionnaire du programme?**
- vi) **Les laboratoires agréés peuvent-ils entreprendre des essais et évaluations de conformité? Peuvent-ils déterminer l'homologation des produits?**

Réponse

- i) Oui. Des laboratoires accrédités par des organismes nationaux d'accréditation ayant adopté comme critères les directives du Guide ISO 25 présentent toutes les conditions voulues pour être agréés, sous réserve de la vérification par la SASO de leur compétence pour faire des essais du produit réglementé visé conformément aux méthodes d'essai prescrites par la norme pertinente de la SASO.
- ii) Pour des exemples d'organismes d'évaluation de la conformité, prière de se référer à l'annexe G - Liste de laboratoires agréés - jointe aux Procédures et directives détaillées de l'ICCP.
- iii) Oui, sous réserve de vérification par la SASO.
- iv) Comme il est indiqué dans l'Accord sur l'inspection avant expédition, les organes du gouvernement central passent avec les organes d'inspection des contrats aux termes desquels ceux-ci effectuent pour leur compte les inspections avant expédition. Les Bureaux de pays de la SASO sont les principaux organes d'inspection avant expédition de l'ICCP. Toutefois, dans certains pays et pour certaines catégories de produits, la SASO peut juger opportun de désigner des organes d'inspection

qui remplissent tout ou partie des fonctions des Bureaux de pays une fois satisfaites les prescriptions nécessaires sur les plans technique, administratif et professionnel (formation). Le choix de ces organes d'inspection reste à la discrétion du gestionnaire du programme. Prière de se référer à la définition des Bureaux de pays de la SASO, page 5 des Procédures et directives détaillées de l'ICCP. Certains laboratoires qualifiés peuvent être habilités à effectuer des essais aux fins d'homologation.

v) Les organismes d'inspection désignés par la SASO habilités à délivrer des certificats de conformité seront intégrés dans l'organisation opérationnelle du gestionnaire du programme et aucun certificat de conformité supplémentaire ne sera requis.

vi) Ils sont habilités à déterminer la conformité aux prescriptions en matière d'essais d'homologation. L'homologation est confirmée par le certificat d'homologation de la SASO qui n'est délivré qu'en présence de preuves suffisantes de l'agrément et de la surveillance du système de qualité.

Question 29

Nous observons que la nouvelle version des Procédures et directives détaillées de l'ICCP prévoit maintenant qu'il peut être fait appel aux laboratoires agréés qui sont accrédités par des organismes d'accréditation reconnus sur le plan national (section 2 du projet de procédures et directives détaillées).

L'Arabie saoudite peut-elle donner l'assurance que cette disposition sera maintenue dans toutes les versions futures du Programme ICCP?

L'Arabie saoudite peut-elle confirmer que notre organisme national d'accréditation, la National Association of Testing Authorities (NATA), sera reconnu par l'Organisation saoudienne de normalisation (SASO) comme habilité à déterminer la compétence spécifique pour des produits et caractéristiques de produits déterminés?

Réponse

La disposition relative à l'agrément des laboratoires accrédités par des organismes d'accréditation reconnus sur le plan national, incluse dans les procédures conformément aux principes applicables aux procédures d'évaluation de la conformité prescrits dans l'Accord OTC de l'OMC, demeurera une caractéristique importante de l'ICCP.

La SASO reconnaîtra la compétence de la National Association of Testing Authorities (NATA) pour accréditer des laboratoires australiens susceptibles d'être habilités à effectuer des essais d'homologation et de conformité dans le cadre de l'ICCP, sous réserve du contrôle de l'application des critères d'accréditation du Guide ISO 25.

Question 30

Le rôle de la SASO dans l'évaluation et l'agrément des laboratoires d'essai pouvant être habilités à effectuer les essais d'homologation et, jusqu'à un certain niveau, les essais de conformité pour certains produits soumis à réglementation, est évoqué à la section 2 du projet de procédures et directives détaillées.

L'Arabie saoudite pourrait-elle expliquer en détail comment la SASO détermine la compétence technique des laboratoires d'essai pour un produit, un groupe de produits ou une caractéristique de produits déterminés quand la compétence technique de ces laboratoires n'est pas officiellement reconnue par l'organisme d'accréditation du pays où ils sont situés?

Réponse

Quand la compétence technique d'un laboratoire dans un domaine donné n'est pas officiellement reconnue par l'organisme national reconnu, la SASO est prête à évaluer un laboratoire désigné sur la base du Guide ISO 25 et des prescriptions spécifiques de la norme saoudienne pertinente en matière d'essai.

L'évaluation des laboratoires peut également être faite au moyen d'études coopératives et de démarches interlaboratoires.

Question 31

L'inclusion de laboratoires désignés par divers pays sous la pleine responsabilité de leur gouvernement est évoquée à la section 1 du projet de procédures et directives détaillées.

L'Arabie saoudite pourrait-elle donner des détails sur les politiques et procédures qu'elle applique aux laboratoires d'essai désignés par des gouvernements étrangers et celles qu'elle applique la SASO pour attribuer le statut de laboratoire agréé, ainsi que sur les directives existant en la matière?

L'Arabie saoudite peut-elle confirmer qu'elle ne présume pas que les gouvernements qui ont désigné des laboratoires sont de ce fait garants des prestations ultérieures de ces laboratoires?

Réponse

Dans les pays où il existe des organismes nationalement reconnus d'accréditation des laboratoires, l'ICCP peut agréer lesdits laboratoires dans la mesure où ils se conforment au Guide ISO 25, sans que leur gouvernement ait à intervenir. En l'absence d'organismes nationaux d'accréditation, l'ICCP ne peut agréer les laboratoires que sur la base d'une évaluation faite par la SASO conformément aux Guides de l'ISO ou d'une garantie de leurs prestations donnée par les gouvernements qui les ont désignés, sous réserve de vérification de leurs compétences, qui doivent satisfaire à certains critères minimaux.

Organismes de certification autres que l'ITS

Question 32

Il est indiqué dans la réponse à la question 13 du document WT/ACC/SAU/13 que les produits certifiés par des organismes d'évaluation de la conformité reconnus par la SASO doivent néanmoins obtenir un certificat de conformité du gestionnaire du programme.

Nous souhaiterions des éclaircissements sur la mesure dans laquelle des organismes de certification dûment accrédités ou reconnus par la SASO pourraient certifier la conformité de produits aux prescriptions de la SASO et les approuver sans qu'un certificat supplémentaire du gestionnaire du programme soit nécessaire.

Réponse

Les organismes de certification reconnus visés dans la réponse à la question 13 du document WT/ACC/SAU/13 sont des organismes indépendants relevant d'une catégorie particulière d'organismes notifiés et de laboratoires accrédités sur le plan international, qui délivrent des certificats ou marques de qualité attestant l'homologation ou la conformité à certaines normes. Il faut les distinguer des organismes d'inspection et de certification désignés par la SASO qui peuvent être habilités, de même

que les Bureaux de pays de la SASO, à délivrer des certificats de conformité pour l'ICCP. Aucun certificat de conformité supplémentaire n'est alors requis.

Traitement national

Question 33

Nous croyons comprendre qu'il n'existe pas en Arabie saoudite de loi ou règlement contraignant les fabricants et autres acteurs nationaux à respecter les mêmes prescriptions techniques et suivre les mêmes procédures d'évaluation de la conformité que celles auxquelles sont soumises les importations dans le cadre de l'ICCP. Si tel est bien le cas, ne serait-il pas utile d'introduire une réglementation parallèle pour les produits nationaux de façon à prouver que la prescription du traitement national est respectée?

Réponse

En vertu d'un Décret royal, la conformité aux normes de la SASO est obligatoire pour tous les produits tant manufacturés en Arabie saoudite qu'importés. En ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité, l'Accord OTC dispose que les Membres accepteront les résultats des procédures d'évaluation de la conformité d'autres Membres, même lorsque ces procédures diffèrent des leurs, à condition que lesdites procédures atteignent les mêmes objectifs que les leurs. En conséquence, les procédures d'évaluation de la conformité des produits d'origine nationale ne doivent pas nécessairement être identiques à celles de l'ICCP. Dans la réponse à la question 83 du document WT/ACC/SAU/13/Add.1, l'Arabie saoudite donne plus de détails sur les similitudes entre les procédures d'évaluation de la conformité appliquées aux produits nationaux et aux produits importés.

Appendice A - Produits soumis à réglementation

Question 34

Nous nous référons à la liste des produits soumis à réglementation (Appendice A du projet de procédures et directives détaillées).

La liste des produits soumis à réglementation se réfère aux codes à deux, quatre et six chiffres du Système harmonisé, sans donner plus de précision sur la désignation des produits et les positions tarifaires. Dans l'intérêt de la transparence et d'une bonne identification des produits précis visés par l'ICCP, nous souhaiterions une définition détaillée des produits et des lignes tarifaires correspondant aux produits soumis à réglementation figurant dans l'Appendice A qui ne représentent qu'une partie des produits couverts par les codes à deux, quatre et six chiffres.

Réponse

La liste des codes du Système harmonisé correspondant aux produits soumis à réglementation a été révisée en vue de donner les codes les plus précis du SH. La majorité des produits sont maintenant identifiés par des codes à six chiffres.

Appendice AGROUPE I - PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES

| N° d'ordre | Description des produits | Code du SH |
|------------|---|--|
| I-01 | Volailles entières et découpées en morceaux (réfrigérées et/ou congelées) | 020710/020721/020741 |
| I-02 | Viande d'ovins et de caprins | Tout 0204 |
| I-03 | Viande de bovins (réfrigérée ou congelée) | Tout 0201/Tout 0202 |
| I-04 | Conserves et préparations de viandes | Tout 1601/160250/160290 |
| I-05 | Fromage | Tout 0406 |
| I-06 | Riz | Tout 1006 |
| I-07 | Thé | Tout 0902 |
| I-08 | Matières grasses végétales | 150710/150790/150810/ 150890/ 151311/151390/151521/ 151529/ 151550/151110/151190/ 151211/ 151219/151221/151229 |
| I-09 | Aliments pour nourrissons en conserve | 16021010/190110/ 20071010/210420 |
| I-10 | Boissons gazeifiées non alcooliques (sauf bière non alcoolique) | 220110/22021020/22029040/ 22029050 |
| I-11 | Sucre blanc et brun | 170199/170290 |

GROUPE II - APPAREILS ET PRODUITS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES

| N° d'ordre | Description des produits | Code du SH |
|------------|--|--|
| II-01 | Appareils pour le conditionnement de l'air jusqu'à 60 000 Btu (5 tonnes) | 84151020/84158121/ 84158221/84158321 |
| II-02 | Systèmes audio et vidéo multifonctions (non professionnels) | 851991/851999/851931/ 851939/852110/852190/ 852031/85252050/85252060/ 852711/852719/852721/ 852729 |
| II-03 | Appareils audio autonomes non professionnels (sauf récepteurs radio) | 851991/851999/852031/ 851931/851939/851822/ 851821/851829/851830 |
| II-04 | Systèmes d'enregistrement et de reproduction vidéo (non professionnels) | 852190/852110 |
| II-05 | Machines génératrices d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 850161/850162/850211/ 850212/850220/850230 |
| II-06 | Moteurs d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 850110/850120/850131/ 850132/850151/850152 |
| II-07 | Télécopieuses et télécriteurs | 85252020/85172010 |

| N° d'ordre | Description des produits | Code du SH |
|------------|---|--|
| II-08 | Appareils de cuisson et chauffage des aliments pour usage domestique (sauf fours autonomes) | 851660/851672/841981 |
| II-09 | Machines à laver le linge d'une capacité n'excédant pas 10 kg | 845011/845012 |
| II-10 | Machines à sécher le linge d'une capacité n'excédant pas 10 kg | 845121 |
| II-11 | Fers à repasser électriques, machines à repasser et machines pour traiter les vêtements à la vapeur, sèche-cheveux à main | 851640/851631/851633 |
| II-12 | Robots de cuisine | 850940 |
| II-13 | Hacheuses à viande (non industrielles) | 85098020/820830 |
| II-14 | Ascenseurs et monte-charges | 842810/843131 |
| II-15 | Fours à micro-ondes ménagers | 851650 |
| II-16 | Fours électriques d'une puissance n'excédant pas 10 kW | 851660 |
| II-17 | Appareils de photocopie | 900911/900912/900930/ 900921/900922 |
| II-18 | Ordinateurs (de bureau et portatifs) et moniteurs | 847191/847120 847330 (partie) |
| II-19 | Transformateurs et convertisseurs pour une puissance n'excédant pas 1 000 kVA | 850421/850422/850431/ 850432/850433/850434 |
| II-20 | Réfrigérateurs et congélateurs ménagers d'une contenance n'excédant pas 40 pieds cubes | 841830/841840/841822/ 841821/841810/841829 |
| II-21 | Appareils téléphoniques et modems | 851710/851740/851790 |
| II-22 | Fils et câbles électriques (pour tension n'excédant pas 1 000 V) | 854411/854419/854420/ 854441/8544510/85445120/ 85445910/85445920 |
| II-23 | Aspirateurs, appareils à laver les sols et shampoineuses, non industriels | 850910 |
| II-24 | Radiateurs et autres appareils électriques de chauffage (pour usage domestique) | 851629/851621 |
| II-25 | Rafraîchisseurs d'eau et fontaines réfrigérées | 84186910 |
| II-26 | Rafraîchisseurs d'air à évaporation (climatiseurs de désert) | 84151010/84158110/ 84158210/84158310 |
| II-27 | Ventilateurs à usage domestique | 841451/841459 |
| II-28 | Compresseurs pour des unités de réfrigération (jusqu'à 60 000 Btu) | 841430/841480 |
| II-29 | Appareils pour la préparation du café ou du thé et bouilloires | 851671/851610 |
| II-30 | Lampes et tubes électriques à incandescence, à fluorescence ou à décharge et douilles | 853910/853921/853922/ 853929/940510/940520/ 853661 |
| II-31 | Interrupteurs manuels, coupe-circuits et fusibles pour une intensité n'excédant pas 30 A | 853510/853521/853529/ 853530 853610/853620 / 853650 |
| II-32 | Lampes à incandescence, lampes tubulaires fluorescentes et lampes à décharge | 853931/853940/Tout 8540 |
| II-33 | Ballasts pour lampes ou tubes à décharge (y compris lampes tubulaires fluorescentes) | 850410 |

| N° d'ordre | Description des produits | Code du SH |
|------------|--|--|
| II-34 | Condensateurs pour lampes à décharge (y compris lampes tubulaires fluorescentes) | 853229/853650 |
| II-35 | Fiches et prises de courant et leurs réceptacles | 853669 |
| II-36 | Lampes pour éclairage public | 940540 940560 |
| II-37 | Batteries de piles sèches primaires et secondaires | 85061111/85061211/ 85061311/85061911/850620 |
| II-38 | Lampes immergées pour piscines | 940540 |
| II-39 | Cosses de batteries sèches primaires et secondaires | 850690 |
| II-40 | Pompes à eau d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 841319/841350/841360/ 841370/84138120 |
| II-41 | Appareils récepteurs de télévision (en couleurs ou noir et blanc) | 85281010/85282010 |
| II-42 | Convertisseurs électriques statiques | 850440 |
| II-43 | Appareils récepteurs de radio autonomes | 85252050 |
| II-44 | Chauffe-eau à accumulation d'une contenance n'excédant pas 200 litres | 851610 |
| II-45 | Compteurs d'électricité | 902830 |
| II-46 | Appareils téléphoniques sans fil | 852520/851711 |
| II-47 | Autocuiseurs à usage domestique, y compris autocuiseurs non électriques | 732393/761510 |

GRUPE III - AUTOMOBILES

| N° d'ordre | Description des produits | Code du SH |
|------------|---|--------------------------|
| III-01a | Voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usage mixte (neufs) | 8701/8702/8703/8704/8705 |
| III-01b | Voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usage mixte (usagés) | 8701/8702/8703/8704/8705 |
| III-02 | Verre pour automobiles (pare-brises, glaces latérales et lunettes arrière) | 700721 |
| III-03 | Fluide pour freins d'automobiles | 27100094/3819 |
| III-04 | Pneus neufs pour voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usage mixte | 401110/401120/401210 |

GROUPE IV - PRODUITS CHIMIQUES

| N° d'ordre | Description des produits | Code du SH |
|------------|---|--|
| IV-01 | Huiles pour moteurs, huiles de transmission, huile turbine et huiles pour amortisseurs et transformateurs | 27100052/27100053/ 27100054/27100055/ 27100095/27100096 |
| IV-02 | Peintures | Tout 3208/Tout 3209 |
| IV-03 | Parfums et cosmétiques | 330290/33030010/33030020/ Tout 3304/Tout 3305/Tout 3306/33071010/33071090/ 330720/330730/330741 |
| IV-04 | Pesticides et insecticides à usage domestique | 3808 |

GROUPE V - AUTRES

| N° d'ordre | Description des produits | Code du SH |
|------------|---|---|
| V-01 | Aluminium et produits en alliage d'aluminium pour construction | 7604/7606/7608/7609/7610/ 7616 |
| V-02 | Tuyaux en acier et en ferro-alliage | 7304/7305/7306/7307 |
| V-03 | Articles de bijouterie en or ou en argent (et pierres précieuses) | 711311/711319/711320/ 711411/711419/711420 |
| V-04 | Coiffures pour hommes - keffieh de coton | 6505910 |
| V-05 | Extincteurs d'incendie (jusqu'à 24 kg) | 842410 |
| V-06 | Ciment | 252321/25232910/25232920 |
| V-07 | Allumettes de sûreté | 360500 |
| V-08 | Détendeurs pour bonbonnes à gaz à usage domestique | 84818030 |
| V-09 | Serviettes à démaquiller | 481820/4803 |
| V-10 | Cigarettes | 240220 |

Appendice C - Centres régionaux de certificationQuestion 35

Il n'existe actuellement que quatre centres régionaux, à Hong Kong, aux Etats-Unis d'Amérique, en Suède et au Japon. Cela pose des problèmes pratiques aux exportateurs qui demandent l'enregistrement et l'homologation de leurs produits. Il serait souhaitable que le gouvernement saoudien désigne davantage de centres régionaux, compte tenu de la répartition géographique des exportateurs et du volume de leurs exportations.

Etant donné le volume potentiel des échanges entre les deux pays, le gouvernement coréen prie le gouvernement saoudien de désigner un centre régional de certification en Corée (ce pays se classait en 1995 au huitième rang pour le volume des exportations vers l'Arabie saoudite).

Réponse

L'ICCP a pu fonctionner pendant un an au cours duquel l'enregistrement était la principale méthode de vérification de la conformité. La demande de certificats d'homologation est encore embryonnaire et les centres régionaux existants ont jusqu'ici permis de fournir les services voulus à tous les exportateurs. Les communications entre ces centres et les exportateurs consistent généralement uniquement en échange de correspondances et de documents de sorte que l'emplacement géographique des centres n'a pas une importance cruciale.

Il est vrai qu'il n'existe actuellement que quatre centres régionaux de certification, mais ils font aujourd'hui principalement fonction de centres d'évaluation et d'agrément. La certification et la surveillance des systèmes de qualité sont assurés par des organismes agissant pour le compte des organismes saoudiens et les essais d'homologation par des laboratoires agréés. Si le nombre des fabricants optant pour l'homologation augmente beaucoup, le gestionnaire du programme ICCP envisagera la possibilité de désigner de nouveaux centres dans des emplacements judicieusement choisis.

Appendice F - Structure des droits perçus dans le cadre du programme ICCP de la SASOQuestion 36

Nous souhaiterions certains éclaircissements sur la structure des droits perçus pour les vérifications de conformité (annexe F du projet de procédures et directives détaillées).

- i) Quand est-il prévu de mettre la structure des droits pleinement en conformité avec l'article VIII:1 a) du GATT de 1994 qui dispose que toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient perçues à l'importation seront limitées au coût approximatif des services rendus?**
- ii) Le certificat de conformité (ou une pièce équivalente) est-il exigé pour les articles produits en Arabie saoudite qui sont similaires à un article soumis à réglementation? Les mêmes normes s'appliquent-elles aux produits d'origine nationale et aux produits importés? Quelle est la structure des droits perçus pour la vérification de la conformité aux normes d'Arabie saoudite dans le cas des produits d'origine nationale? Comment ces droits se situent-ils par rapport à la structure des droits perçus dans le cadre de l'ICCP qui est décrite à l'Appendice F du projet de procédures et directives détaillées?**

- iii) **Au deuxième paragraphe de la section 5 de l'Appendice F, nous ne trouvons aucune précision ou critère concernant la détermination de ce qui constitue un "produit" ou un "modèle". Nous souhaiterions que l'Arabie saoudite nous communique ces précisions et critères. Selon quelles règles établit-on la distinction entre un "produit" et un "modèle"?**

Réponse

i) Une quarantaine de pays du monde, dont 33 sont Membres de l'OMC, ont des programmes d'inspection avant expédition. Selon une étude de la Banque mondiale, les droits perçus varient entre 0,75 pour cent et 1 pour cent alors que le taux maximum perçu dans le cadre de l'ICCP est de 0,5 pour cent. De plus, les droits d'inspection avant expédition de l'ICCP ne sont pas établis sur la base d'un pourcentage fixe de la valeur f.o.b. mais modulés en fonction des économies d'échelle: le taux peut ne pas dépasser 0,15 pour cent. En outre, l'ICCP permet aux exportateurs qui font fréquemment des expéditions de les regrouper et de réaliser ainsi des économies considérables sur les droits. Globalement, les droits perçus par l'ICCP correspondent aussi exactement que possible au coût approximatif des services rendus.

ii) Les mêmes normes s'appliquent sans exception aux produits d'origine nationale et aux produits importés. La réponse à la question 83 du document WT/ACC/SAU/13/Add.1 décrit les similitudes entre les procédures d'évaluation de la conformité appliquée aux produits nationaux et celles qui s'appliquent aux produits importés.

L'Accord OTC dispose que les Membres accepteront les résultats des procédures d'évaluation de la conformité d'autres Membres, même lorsque ces procédures diffèrent des leurs, à condition que lesdites procédures atteignent les mêmes objectifs que les leurs. En conséquence, les procédures d'évaluation de la conformité des produits d'origine nationale ne doivent pas nécessairement être identiques à celles de l'ICCP.

En tout état de cause, les droits perçus pour l'inspection et les essais des produits d'origine nationale couvrent les coûts des services sur une base non discriminatoire et impartiale.

iii) Le gestionnaire du programme de la SASO recommandera un groupement logique des produits, et les fabricants ont la latitude d'utiliser leur propre classement en respectant certaines directives, qui consistent essentiellement à prescrire un classement à trois niveaux:

- catégories de produits soumis à réglementation, par exemple cigarettes;
- nom spécifique ou produit particulier, par exemple Rothmans;
- modèle ou type spécifique, par exemple Rothmans Lights ou Rothmans King Size.

Il n'est généralement pas nécessaire de subdiviser les modèles par taille, volume, etc. si les caractéristiques chimiques et physiques sont identiques.